

Tremblay, Martine, *La Rébellion tranquille : une histoire du Bloc québécois (1990-2011)*, Montréal, Québec Amérique, 2015, 631 pages

Michel Sarra-Bournet

Volume 70, Number 3, Winter 2017

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1039533ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1039533ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Sarra-Bournet, M. (2017). Review of [Tremblay, Martine, *La Rébellion tranquille : une histoire du Bloc québécois (1990-2011)*, Montréal, Québec Amérique, 2015, 631 pages]. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 70(3), 121–125. <https://doi.org/10.7202/1039533ar>

major du bataillon de Beauharnois contrôle péniblement les alliés amérindiens qui sèment le désarroi chez les habitants (p. 89) et pour sa part Salaberry ne se gêne pas d'émettre une opinion négative à leur égard lors d'un engagement: «... everything was too much hurried by the damn savages» (p. 90). Prevost n'hésite pas à mentir aux Amérindiens lorsqu'il a besoin d'eux au début de la guerre (p. 81). Plus tard, à l'importante bataille de Plattsburgh, le général les laisse à l'arrière, vue la réticence d'une centaine d'entre eux qui se sont arrêtés à Lacolle et qui ne veulent pas participer aux plans de campagne établis. Le résultat sera catastrophique pour les armes britanniques qui subissent un revers de fortune dont elles ne se remettront pas. On pourrait peut-être parler de simples mésententes, néanmoins, il s'agit à l'évidence de tensions très fortes entre les alliés de cette guerre.

Lorsque la paix sera enfin revenue en 1815, les Amérindiens seront extrêmement déçus par l'oubli des Britanniques (p. 117); un sort qui ressemblera étrangement à celui réservé aux Canadiens français. Cette ignorance des besoins de l'allié d'hier fait partie du bilan tragique de la guerre en plus du traditionnel tableau des pertes aux combats évaluées à 31 morts et à 36 blessés. Le pire pour les Amérindiens est sans doute d'avoir été perçus comme membres de forces militaires auxiliaires comme le furent d'autres nationalités de l'Empire en guerre, des Écossais aux Gurkhas.

Des Braves et des guerriers, en dépit de ses quelques faiblesses et d'une écriture parfois brouillonne, doit faire partie obligatoirement de la bibliothèque des historiens de la guerre de 1812, du Bas-Canada ou des Premières Nations. Il s'agit d'une étude trop bien fouillée et trop originale pour passer inaperçue.

ROCH LEGAULT
Département d'histoire
Collège militaire royal du Canada

Tremblay, Martine, *La Rébellion tranquille: une histoire du Bloc québécois (1990-2011)*, Montréal, Québec Amérique, 2015, 631 pages.

Le Bloc québécois a dominé la politique fédérale au Québec de 1990 à 2011, tout un exploit pour une formation politique s'excluant d'emblée du pouvoir. Depuis le début du XX^e siècle, le Parti libéral du Canada avait

reçu l'appui de l'électorat de la « Belle Province » au terme de la plupart des élections générales. Mais depuis le rapatriement de la constitution en 1982, le parti des Laurier, Saint-Laurent et Trudeau était boudé. La chute brutale du Bloc en 2011 et le retour en force des libéraux en 2015 apparaissent comme les signes d'une normalisation de la politique québécoise. Grâce à sa formation d'historienne et à un accès privilégié aux principaux acteurs ainsi qu'au centre de documentation du Bloc québécois, Martine Tremblay est la première à étudier avec un certain recul le parcours complet de ce parti singulier qui est né, a vécu et a survécu dans des circonstances particulières.

À l'exception de la période entourant la naissance du Bloc, dans le sillage de la démission fracassante de Lucien Bouchard du gouvernement et de l'aile parlementaire conservatrice de la faillite de l'Accord constitutionnel du lac Meech et du rejet subséquent de l'entente de Charlottetown, l'ouvrage suit une trame chronologique rythmée par les mandats des différents gouvernements fédéraux. L'auteure y met en exergue le rôle crucial de Robert Bourassa dans le succès initial des souverainistes à Ottawa, les tensions Bouchard-Parizeau à la veille du référendum de 1995, les tribulations des souverainistes à Ottawa sous la direction de Gilles Duceppe, les aléas de la politique fédérale sous les gouvernements minoritaires de Martin et Harper, et enfin la quasi-disparition du Bloc.

La douloureuse rupture entre Lucien Bouchard et Brian Mulroney en juin 1990, au moment des dernières tentatives de faire accepter aux provinces récalcitrantes l'Accord du lac Meech, un amendement constitutionnel dont certains axes avaient été dilués par le Rapport Charest, marque le point de départ de l'aventure bloquiste. Tremblay dément toute idée d'un complot « bouchardien », ne doutant pas un instant de la sincérité du ministre démissionnaire. Au contraire, l'auteure atteste de son désir de quitter la politique et de retourner à la pratique du droit : son détour en politique n'ayant été motivé uniquement par le désir de faire modifier la Loi constitutionnelle de 1982.

Or, et elle l'affirme sans hésiter, ce serait le premier ministre Robert Bourassa qui, par l'intermédiaire du député libéral fédéral Jean Lapierre, aurait suscité la naissance et le regroupement des députés indépendants à la Chambre des communes, puis la création et l'élection du Bloc québécois, le tout pour renforcer son rapport de force en préparation d'une nouvelle ronde de négociations constitutionnelles. La suite est connue : l'entente de Charlottetown a été rejetée par référendum, le Parti québé-

cois de Jacques Parizeau a pris le pouvoir en 1994, et les Québécoises et Québécois se sont retrouvés devant un choix : devenir un pays souverain ou accepter le Canada tel qu'il était devenu. Des options beaucoup plus claires qu'en 1980.

Du moins, c'est ce que voulait Jacques Parizeau. Mais c'était sans compter Lucien Bouchard, dont la popularité, déjà immense, avait été décuplée par sa récupération quasi miraculeuse d'une maladie souvent mortelle. L'ascendant du chef de l'Opposition à la Chambre des communes se doublait de la présence indispensable sur le terrain de plus de cinquante députés fédéraux souverainistes. Il fut donc en position de dicter au premier ministre du Québec deux conditions avant de faire la campagne référendaire à ses côtés : reporter la date du scrutin et insérer dans la question la notion de partenariat. Parizeau lâcha du lest, mais sans abandonner l'essentiel : le référendum serait décisif, car le oui entraînerait la souveraineté, avec ou sans partenariat. Puis, devant les sondages qui le donnaient perdant à mi-campagne, Parizeau s'effaça au profit de Bouchard. L'auteure va jusqu'à conclure que si le Oui l'avait emporté, Parizeau aurait dû, à son corps défendant, céder les rênes du gouvernement à Bouchard.

Cela arriva néanmoins, malgré la victoire du Non. La démission-surprise du premier ministre ouvrit toute grande la porte du pouvoir à Québec au chef du Bloc, au début de 1996. Son couronnement fut d'autant plus facile que le vice-premier ministre Bernard Landry lui laissa le champ libre. S'ensuivit une intendance d'à peine un an à la tête du Bloc. Michel Gauthier, le leader parlementaire de l'Opposition officielle à Ottawa, fut le candidat de compromis entre les factions du parti. Mais de son propre aveu, il n'avait ni l'ambition ni la force de tenir longtemps le fort. C'est Gilles Ducespe, le premier député élu sous la bannière du Bloc en 1990, qui prit le relais juste à temps pour la difficile campagne de 1997 qui laissa son parti affaibli au parlement. Avec sa gestion centralisée, il réussit à mettre le caucus bloquiste à sa main, mais au prix de plusieurs défections, surtout dans l'aile droite de son parti. Tout comme son parti frère à Québec, le Bloc québécois était une coalition de souverainistes avec des idéologies diverses, voire contraires, cimentée par l'espoir de réaliser la souveraineté du Québec.

Mais l'attentisme de Bouchard à Québec faisait en sorte que la perspective de souveraineté apparaissait de plus en plus lointaine. Le Bloc opta alors pour mettre l'accent sur « la défense des intérêts du Québec ». L'auteure décrit alors avec force détails les prises de positions « responsables » de ce parti devenu une partie fonctionnelle du jeu parlementaire,

un parti politique qui, loin de faire de la Chambre des communes un « parlement à l'italienne », comme l'avait à tort prophétisé Jacques Parizeau, appuyait souvent les positions du gouvernement libéral majoritaire jusqu'en 2004. Le parti, qui devait être éphémère, était devenu la « police d'assurance du Québec dans le Canada » que son fondateur redoutait qu'il devienne.

Voyant sa légitimité sans cesse remise en question, le Bloc réussit le tour de force de maintenir sa domination en 2004, 2006 et 2008, jouissant de circonstances favorables : le scandale des commandites, la faiblesse des gouvernements minoritaires et enfin, des politiques conservatrices mal reçues au Québec. C'est alors que survint un événement insolite très bien décrit par l'auteure : anticipant la chute précoce du second gouvernement minoritaire de Steven Harper, Gilles Duceppe donna son appui à la constitution éventuelle d'un gouvernement de coalition formé par le Parti libéral de Stéphane Dion – un anti-souverainiste avéré – et du Nouveau Parti démocratique de Jack Layton, dont la formation n'avait alors qu'un député au Québec. Comme chacun sait, la manœuvre a échoué, mais la perspective d'un gouvernement canadien appuyé par un parti souverainiste québécois est venue une fois de plus souligner la place inconfortable qu'occupait le Bloc québécois à Ottawa.

La « lassitude constitutionnelle » s'installant avec le temps, dès que l'envie d'un changement de gouvernement fédéral souffla dans l'opinion publique québécoise, ce fut au profit de partis pancanadiens. Les néo-démocrates en profitèrent en 2011, puis les libéraux en 2015. Moribond, le Bloc est désormais entre les mains de militants souverainistes soucieux de renouer avec un discours plus critique du régime canadien. L'appui qui leur est accordé a diminué comme la ferveur souverainiste. Mais l'histoire étant ouverte, on ne peut exclure la renaissance ni de l'un ni de l'autre.

Écrire l'histoire du temps présent est un exercice périlleux. Bien souvent, les premiers à s'y attaquer sont les acteurs eux-mêmes, qui se réservent le beau rôle, les journalistes, collés sur les événements, puis les politologues et les sociologues qui y testent leur théories. La formation d'historienne de Martine Tremblay lui permet d'éviter certains pièges de l'histoire immédiate. Son expérience de chef de cabinet de René Lévesque lui a ouvert plusieurs portes. De plus, elle lui a permis d'ajouter une dimension souvent négligée en histoire politique : celle des travailleurs et travailleuses de l'ombre. Le résultat est une somme qui restera longtemps la référence sur l'histoire du seul parti souverainiste

ayant jusqu'ici réussi à faire sa place sur la scène fédérale canadienne. Jusqu'au jour où, avec le recul et de nouvelles sources, on saura interpréter la place de cet exceptionnel mouvement dans le temps long.

MICHEL SARRA-BOURNET

Historien

Université du Québec à Montréal et Université de Montréal

Villerbu, Tangi, *Les missions du Minnesota. Catholicisme et colonisation dans l'Ouest américain, 1830-1860*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, 333 pages.

Depuis l'essor d'une « Nouvelle Histoire de l'Ouest » à partir des années 1980, l'historiographie anglo-américaine a remis en cause un certain récit national de la constitution des États-Unis en réinterrogeant le concept de « frontière », en s'intéressant aux contacts entre sociétés coloniales et amérindiennes, et plus largement en réévaluant le processus de construction du territoire national des États-Unis. L'enquête passionnante de Tangi Villerbu s'inscrit dans cette logique en se concentrant sur le Minnesota, un espace rarement valorisé dans l'histoire de l'« Ouest » américain.

L'auteur analyse trois décennies de basculement entre les années 1830 et 1860, qui voient ce territoire du Haut-Mississippi rattaché depuis la fin du XVII^e siècle au Pays d'en Haut canadien-français – et dont les structures évoluent peu dans les faits jusque dans les années 1840 – passer à un État pleinement rattaché à l'espace national des États-Unis. Ce glissement d'un modèle colonial à un autre est étudié sous l'angle du catholicisme, observatoire original peu abordé par les historiens anglo-américains. Cette entrée par la religion, qui pourrait paraître secondaire à première vue, permet en réalité d'aborder de nombreuses problématiques touchant toutes les communautés et repose sur une réflexion large prenant en compte la dimension sociale, économique, démographique et politique. Elle amène au final à s'interroger sur la définition des identités dans un espace complexe et en profonde recomposition et sur l'interaction entre religion et nation dans la construction des États-Unis.

L'étude est divisée en deux parties chronologiques, séparées dans l'ouvrage par une série de cartes et documents tout à fait bienvenus. La première, « En pays Dakota, 1830-1851 », commence par dresser un tableau du Minnesota au début des années 1830. L'héritage français est fort – le